

LE CHEF DU GOUVERNEMENT TUNISIEN À TRIPOLI

Un engagement politique pour préparer le futur économique

Il n'y a plus de doute. La Tunisie soutient à fond le gouvernement qui tente, difficilement, de se mettre en place à Tripoli. Le déplacement, vendredi, dans la capitale libyenne, du chef du gouvernement tunisien Habib Essid en est, si besoin est, la preuve éclatante.

De Tunis,
Kattou Mohamed

En apparence, ce déplacement est effectué dans le prolongement du soutien apporté par les pays de l'UMA au gouvernement Sarraj que les Nations-Unies avaient tout fait pour placer à la tête de l'Etat libyen. Il n'y a pas que cela.

En courant tous les risques auxquels tout Tunisien est exposé en se rendant en Libye, Habib Essid aurait cherché, en premier lieu, à montrer qu'il était le premier homme politique de son rang à apporter un soutien public à son homologue Sarraj. Ce soutien

s'inscrirait dans le droit fil d'une stratégie à moyen et long terme.

Un gouvernement fort à Tripoli pourrait offrir à la Tunisie l'occasion de souffler un peu dans sa lutte contre le terrorisme rampant venant du pays voisin. De plus, une entente à réaliser, prématurément, avec le nouveau gouvernement libyen ouvrirait de nouveaux horizons à une économie tunisienne de plus en plus chancelante. D'autant plus que la fermeture du marché libyen a eu un effet négatif sur cette économie qui peine à se relever.

Aussi, en effectuant ce déplacement, Habib Essid entend-il pla-



Habib Essid, chef du gouvernement tunisien.

cer son pays au premier rang de ceux qui seraient invités à entrer de plain-pied dans la reconstruction de la Libye.

Celle-ci serait – en cas de rétablissement de la paix et de la sécu-

rité – un chantier où la concurrence sera rude entre un grand nombre de pays désireux d'y arracher des contrats juteux.

Pour la Tunisie, qui ne sait plus à quel saint se vouer pour sortir

d'une crise économique de plus en plus aiguë, le soulagement ne pourrait venir que de l'installation en Libye d'un pouvoir fort qui serait à même d'éradiquer le terrorisme et d'engager le pays dans un processus de reconstruction.

Faut-il souligner, à ce propos, que la Tunisie n'a pas été sournoise. Aussi bien le citoyen lambda que les hommes au pouvoir ne cachent pas l'analyse qu'ils font de la situation qui prévaut dans le pays voisin et de son impact négatif sur l'économie, voire sur leur quotidien. Aussi souhaite-t-on un retour rapide à la normale, c'est-à-dire à la stabilité en Libye. Cela explique, en bonne partie, l'empressement affiché par Habib Essid à se rendre à Tripoli pour exprimer son soutien inconditionnel à son homologue Sarraj.

K. M.

La branche égyptienne de l'EI tue huit policiers près du Caire

La branche égyptienne du groupe Etat islamique (EI) a tué hier huit policiers égyptiens en criblant de balles leur minibus, l'une des attaques les plus meurtrières menées par les djihadistes près du Caire.

Ce mouvement, qui a fait allégeance en 2014 à l'organisation extrémiste contrôlant une partie de l'Irak et de la Syrie, a déjà revendiqué la plupart des attaques et attentats ayant fait des centaines de morts parmi les policiers et les soldats en Égypte ces trois dernières années.

«Une unité de soldats du califat a attaqué un minibus transportant huit apostats de la police criminelle à Helwan (...) et les a tous tués», affirme l'«Etat islamique Égypte» sur l'un de ses comptes Twitter. Il assure avoir ainsi «vengé les femmes pures détenues dans les prisons des apostats».

En pleine nuit, des inconnus ont ouvert le feu sur le minibus transportant huit policiers en

civil, dont un lieutenant, à Helwan, dans la banlieue sud du Caire, selon le ministère de l'Intérieur. Tous les occupants ont été tués.

Les groupes djihadistes, ceux ayant fait allégeance à l'EI en particulier, multiplient les attaques meurtrières visant essentiellement la police et l'armée depuis que l'armée a destitué le 3 juillet 2013 le président islamiste démocratiquement élu Mohamed Morsi.

L'EI Égypte concentre généralement ses attaques sur le Caire, ses environs et le delta du Nil, tandis que Province du Sinaï, une autre branche égyptienne de l'organisation djihadiste, commet de nombreux attentats visant policiers et soldats dans son bastion du nord du Sinaï, cette péninsule désertique de l'est, frontalière avec Israël et Ghaza.

Représailles

Après la destitution de M. Morsi par le général Abdel Fattah Al-Sissi, devenu ensuite chef de l'Etat, ces groupes djihadistes visaient les forces de l'ordre en représailles, selon eux, à la

sanglante répression qui s'était abattue sur les partisans du chef de l'Etat déchu.

Ces derniers étaient essentiellement des membres de la confrérie islamiste des Frères musulmans, qui avait remporté toutes les élections depuis la chute de Hosni Moubarak début 2011 à l'issue d'une révolte populaire dans la lignée des printemps arabes.

Mais depuis, l'EI Égypte et Province du Sinaï ont également visé des intérêts étrangers, notamment avec un attentat contre le consulat italien au Caire en juillet 2015, la décapitation d'un employé croate d'une compagnie française enlevé près du Caire, puis, le 1^{er} octobre, un attentat contre un avion de touristes russes qui venait de décoller de Charm el-Cheikh, dans le sud du Sinaï. Ses 224 occupants avaient péri.

Le pouvoir de M. Sissi a échoué jusqu'à présent à mettre fin à cette insurrection même si l'armée affirme avoir tué plus de 1 000 djihadistes.

Dans les semaines ayant suivi la destitution de M. Morsi, policiers et soldats avaient tué plus

de 1 400 manifestants pro-Morsi, dont près de 800 en quelques heures le 14 août dans le centre du Caire.

Plus de 40 000 personnes ont été emprisonnées, selon les organisations internationales de défense des droits de l'Homme comme Amnesty International ou Human Rights Watch. Ces dernières assurent que le régime de M. Sissi, élu président triomphalement en mai 2014 en l'absence de véritable opposition, est l'un des plus répressifs au monde.

Des centaines de personnes —dont M. Morsi qui est emprisonné depuis sa destitution— ont été condamnées à mort dans des procès de masse expéditifs qualifiés par l'ONU de «sans précédent dans l'Histoire récente».

Après les islamistes, le régime de M. Sissi s'en est pris à toute forme d'opposition, notamment les mouvements de la jeunesse laïque et libérale qui avaient conduit la révolte de 2011, dont la plupart des figures sont emprisonnées ou font l'objet de poursuites.

Trois journalistes enlevés en Syrie de retour en Espagne

Trois journalistes espagnols free-lance libérés après une séquestration de près de dix mois en Syrie sont arrivés hier sur une base militaire proche de Madrid, à annoncer le gouvernement.

«Les journalistes Jose Manuel Lopez, Angel Sastre et Antonio Pampliega qui avaient été enlevés à Alep, dans le nord de la Syrie, il y a près de dix mois, sont arrivés à Torrejon», base aérienne militaire à 20 km à l'est de Madrid, a fait savoir le gouvernement dans un communiqué.

A 10h45 (8h45 GMT), un convoi composé de voitures officielles et d'un minibus a quitté la base, a constaté un photographe de l'AFP. La libération des trois hommes, reporters aguerris, avait été annoncée samedi soir. Ils se trouvaient alors en Turquie où un avion gouvernemental a été dépêché pour les ramener en Espagne. L'ONG Reporters sans frontières

s'était félicitée de la nouvelle dans un communiqué, ajoutant qu'au moins une des familles d'otages avait pu leur parler.

«Quand je lui ai parlé au téléphone, c'était merveilleux, a déclaré la mère d'Antonio Pampliega, María del Mar Rodríguez Vega, à RSF. Il avait toujours la même voix, celle qu'il avait quand il était enfant, et me demandait sans arrêt pardon pour ce qu'il m'avait fait endurer».

Maria a ajouté qu'elle allait préparer à son fils son plat préféré, des épinards à la sauce béchamel. Dans un bref communiqué diffusé samedi soir, le gouvernement espagnol déclarait que cette libération a été rendue «possible grâce

au travail de nombreux fonctionnaires et à la collaboration de pays alliés et amis, spécialement dans la phase finale depuis la Turquie et le Qatar». Ces deux pays abritent d'importantes bases militaires américaines. Il n'a pas été possible de savoir si une rançon avait été payée.

Selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), les trois reporters avaient été vus pour la dernière fois le 13 juillet 2015 dans le quartier de Maadi (Alep), contrôlé par plusieurs groupes rebelles. Ils circulaient à bord d'une camionnette et avaient été emmenés par un groupe d'hommes. Quand leur enlèvement avait été rendu public le 21 juillet, leurs familles avaient appelé les médias à faire preuve de «patience» et de «respect». Les ravisseurs ont distribué au moins une vidéo des otages aux médias qui ont accepté

de les passer sous silence à la demande du gouvernement espagnol.

«Vocation de fer»

La présidente de la Fédération des associations de journalistes en Espagne (FAPE), Elsa Gonzalez, a salué ces «journalistes free-lance aux salaires précaires mais à la vocation de fer».

En partant en mission en Syrie, ils savaient qu'ils se rendaient dans le pays le plus dangereux du monde pour les journalistes selon l'organisation Reporters sans frontières (RSF), qui y a recensé 139 morts de journalistes depuis le début du conflit en 2011. Les trois reporters travaillaient pour divers médias espagnols, notamment les quotidiens ABC et La Razon, la chaîne de télévision Cuatro et la radio Onda Cero. Le reporter d'images Angel Sastre, 35 ans,

connaissait déjà la Syrie et était habitué à évoluer dans des zones dangereuses. Il avait commencé sa carrière de grand reporter vidéo en Amérique latine. Antonio «Toni» Pampliega, 33, avait contribué à la couverture (texte, photo, vidéo) du conflit en Syrie de l'AFP, jusqu'en 2013, tout comme le photographe Jose Manuel Lopez, 45 ans, récompensé par plusieurs prix, notamment pour ses images très fortes des victimes de la guerre, en Syrie et ailleurs.

En septembre 2013, trois autres journalistes espagnols avaient été enlevés en Syrie et détenus par le groupe Etat islamique. Le reporter du quotidien *El Mundo* Javier Espinosa, le photographe free-lance Ricardo Garcia Vilanova, et le journaliste Marc Marginedas, du journal *El Periodico*, avaient été libérés en mars 2014.